

Questions orales

Les conservateurs ont peur d'affronter les néo-démocrates en débat dans l'Ouest. Ils préfèrent s'adonner à l'équivalent politique de la documentation haineuse, insultant basement les Canadiens de l'Ouest en prétendant que s'ils sont pour le NPD, ils sont contre l'Ouest. Les Canadiens de l'Ouest savent que les conservateurs n'ont absolument pas le monopole de la représentation de l'Ouest. Le CCF faisait élire des députés de l'Ouest lorsque, comme le disait John Diefenbaker, seules les lois de la chasse protégeaient les conservateurs. Ceux-ci sont à nouveau en passe de devenir une espèce en voie de disparition.

* * *

● (1420)

L'ÉCONOMIELE REPORTAGE DE *THE ECONOMIST* SUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

L'hon. Sinclair Stevens (York—Peel): Monsieur le Président, le dernier numéro du journal financier peut-être le plus respecté du monde, *The Economist*, a de mauvaises nouvelles pour les libéraux et leurs partenaires socialistes à la Chambre. Cette publication n'a que des éloges à l'égard de la performance du Canada.

The Economist déclare que les «producteurs canadiens sont prospères». Ce sont ses termes. Selon cette publication, notre production a accusé cette année, jusqu'en août, une hausse de 6,1 p. 100, ce qui est supérieur à tous les autres pays observés. Il faut comparer ce pourcentage de 6,1 p. 100 pour le Canada à celui d'un peu plus de 4 p. 100 pour les États-Unis et le Japon, au rendement négatif de l'Allemagne de l'Ouest et à celui de moins 2 et 3 p. 100 pour la France et la Grande-Bretagne.

Les chiffres prouvent au-delà de tout doute que notre gouvernement est sur la bonne voie en matière d'économie, que nos programmes sont efficaces, qu'ils sont avantageux pour le Canada et sans contredit pour l'Ontario. Le libre-échange avec les États-Unis ne pourra qu'améliorer davantage cette situation.

J'invite les députés à lire eux-mêmes *The Economist* et à voir de leurs yeux ce qu'il dit à la page 107.

* * *

L'ADMINISTRATION

L'ANNONCE DE LA DATE DE LA PUBLICATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION PARKER

L'hon. Bob Kaplan (York—Centre): Monsieur le Président, la Chambre des communes et le pays attendent patiemment depuis longtemps que la Commission Parker présente son rapport sur les accusations portées contre l'ancien ministre de

l'Expansion industrielle régionale en matière de conflits d'intérêts.

Le gouvernement a la copie finale depuis plusieurs jours, et il a annoncé qu'elle sera rendue publique demain à 15 heures, si je ne m'abuse.

Il paraît que, contrairement à l'habitude, les partis de l'opposition ou les médias n'en recevront pas une copie à l'avance. J'exprime l'espoir que ce ne sera pas le cas et que l'on recevra, comme d'habitude, une copie à l'avance.

Le gouvernement prétend qu'il a apporté une certaine civilité à la Chambre des communes. En refusant de donner des copies d'avance, il fera preuve d'hypocrisie. J'espère bien qu'il distribuera des copies d'avance.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LE PROGRÈS DES NÉGOCIATIONS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le 5 octobre, lorsque le premier ministre a déposé à la Chambre un document qui était censé être un accord commercial entre les États-Unis et le Canada, il a déclaré:

On me dit qu'il y a peut-être une erreur typographique mineure dans ce document, mais il représente l'essentiel de l'accord conclu par les deux parties.

Nous apprenons maintenant que l'erreur typographique a débouché sur la renégociation de l'accord.

Le comité parlementaire qui étudie l'accord parcourt le pays et mettra un terme à ses audiences d'ici cinq jours et pourtant, le document sur lequel il se penchait n'était qu'une imposture. Comment s'étonner du retard du texte officiel lorsqu'on sait que l'entente de base n'a pas été conclue?

Si le Canada a conclu une si bonne entente, le premier ministre va-t-il expliquer pourquoi il est en train de la renégocier? Va-t-il parler franchement à la population canadienne pour une fois et nous dire exactement où en sont les négociations à l'heure actuelle?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon très honorable collègue parle de la renégociation de l'accord commercial. Or, il n'y a pas du tout renégociation de l'accord commercial. Il nous demande pourquoi nous le renégocions. Je réponds que nous ne le renégocions pas.

Nous faisons précisément ce que j'ai dit que nous ferions lorsque je l'ai déposé. Évidemment, comme toute personne raisonnable pourrait s'y attendre, certaines questions particulières et certains détails peuvent être réexaminés à l'avantage des deux parties et le seront au besoin. Cependant, les éléments fondamentaux ont été définis et ne seront pas modifiés.